

Brochure n° 3014

Convention collective nationale
IDCC : 2336. – ORGANISMES GESTIONNAIRES DE FOYERS
ET SERVICES POUR JEUNES TRAVAILLEURS

AVENANT N° 43 DU 26 AVRIL 2017
À LA CONVENTION DU 16 JUILLET 2003
RELATIF À LA CLASSIFICATION

NOR : ASET1750633M
IDCC : 2336

Entre
CNEA

D'une part, et
FSS CFDT
FFASS CFE-CGC
CFTC santé sociaux
SNEPAT FO
UNS CGT FJT

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet

Cet avenant a pour objet de modifier l'intitulé de l'emploi repère n° 5 de la classification de la convention collective nationale des organismes gestionnaires de foyers et services pour jeunes travailleurs.

Article 2

Modification de l'intitulé de l'emploi repère n° 5 de la classification

L'intitulé de l'emploi repère n° 5 « agent d'accueil et de sécurité » est modifié comme suit : « agent d'accueil et de surveillance ».

En conséquence, l'annexe I de l'avenant n° 37 à la convention collective nationale des organismes gestionnaires de foyers et services pour jeunes travailleurs intitulée « tableau de pesée et liste des emplois repères », est ainsi modifiée :

Tableau de pesée et liste des emplois repères

5. Agent d'accueil et de surveillance

Rôle et missions :

Les postes relevant de l'emploi repère d'agent d'accueil et de surveillance ont pour missions générales de :

- assurer une présence dans les locaux et veiller à la sécurité des personnes et à la préservation des biens ;
- assurer un accueil et une écoute attentive auprès des résidents et être un relais vers l'équipe de l'établissement dans le cadre du projet social, notamment la nuit et/ou le week-end ;
- apprécier les actions appropriées ou les moyens à déclencher en fonction des situations, selon les consignes (*) établies ;
- rendre compte des incidents, des faits marquants, et des situations individuelles et collectives.

Ces postes peuvent également prévoir la prise en charge de formalités d'inscription, la mise en place de collations et/ou la réalisation de petits travaux d'entretien.

Les niveaux des trois premiers critères sont fixés par la branche au niveau national. Ainsi, le niveau à retenir est celui indiqué dans le tableau de pesées ci-dessous.

Pour les trois derniers critères, lorsqu'il y a plusieurs niveaux indiqués, l'employeur choisit l'un d'entre eux selon les caractéristiques et les exigences de l'emploi concerné.

AGENT D'ACCUEIL ET DE SURVEILLANCE	NIVEAU à choisir pour le critère	POINTS CORRESPONDANTS au niveau choisi		
Critères				
Qualification (*) requise pour l'emploi	2	714		
Contribution de l'emploi au projet ou à la réalisation des objectifs de l'organisme	2	138		
Latitude d'action dans l'emploi	2	173		
Complexité et nature de la polyvalence de l'emploi	1-2-3	182	207	263
Responsabilité humaine et managériale	1	78		
Responsabilité financière	1-2	152	180	

En conséquence, la pesée minimale (somme des points correspondants aux niveaux minimaux) est de 1 437 points.

Quant à la pesée maximale (somme des points correspondants aux niveaux maximaux), elle s'élève à 1 546 points. »

Article 3

Emplois types associés à l'emploi repère n° 5

Pour faciliter l'élaboration des fiches de poste, des fiches d'emplois types associés à l'emploi repère n° 5 seront élaborées, au cours du premier semestre 2017, par la commission paritaire nationale emploi et formation de la branche des organismes gestionnaires de foyers et services pour jeunes travailleurs (observatoire prospectif des métiers et des qualifications) puis diffusées aux entreprises.

Article 4

Dispositions diverses

Les autres dispositions de l'annexe I de l'avenant n° 37 à la convention collective nationale des organismes gestionnaires de foyers et services pour jeunes travailleurs restent inchangées.

Article 5

Accord d'entreprise

Aucun accord d'entreprise ne peut modifier le présent avenant par des dispositions qui seraient moins favorables aux salariés.

Article 6

Révision, dénonciation

Le présent avenant pourra être révisé ou dénoncé conformément aux dispositions légales.

Article 7

Extension

Cet avenant fera l'objet des formalités de dépôt prévues aux articles L. 2231-6 et suivants du code du travail et d'une demande d'extension.

Fait à Paris, le 26 avril 2017.

(Suivent les signatures.)